

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21757 - 80ÈME ANNÉE

Amélioration provisoire de la ressource grâce à une dépression tropicale

Généraliser la collecte d'eau de pluie à La Réunion : nécessité face à la crise climatique

Une quantité considérable d'eau est apportée par une dépression tropicale depuis dimanche. Mais l'essentiel de cette manne sera perdu faute de généralisation de la collecte d'eau de pluie. Avec la crise climatique, la sécheresse devient la norme. Il est donc essentiel de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour récolter l'eau gratuite qui tombe du ciel. Cet effort doit s'accompagner d'une diminution drastique de la consommation : 180 litres d'eau potable par jour, c'est du gaspillage. Faute de quoi, les coupures d'eau de plus en plus longue deviendront le quotidien d'une population toujours plus importante.

Depuis le 2 février, les pluies apportées par une tempête tropicale marquent le début tardif de la saison des pluies à La Réunion. Cette eau gratuite recharge partiellement les nappes phréatiques et augmente le débit des captages, mais l'essentiel des précipitations ruisselle vers l'océan en raison de l'artificialisation croissante des sols. Face aux sécheresses de plus en plus longues causées par la crise climatique, il est urgent de généraliser la collecte de l'eau de pluie. Cet effort doit s'accompagner d'une diminution drastique de la consommation : 180 litres d'eau potable par jour, c'est du gaspillage.

Ressource sous-exploitée

Chaque année, 7,5 milliards de mètres cubes d'eau tombent sur l'île, mais seulement 200 millions de m³ sont captés pour les usages domestiques, industriels et agricoles, selon l'Office de l'eau. Cette proportion infime souligne tout le potentiel de la récupération des eaux de pluie. Des solutions existent pour mieux valoriser cette ressource précieuse, notamment en s'inspirant des Comores, où la collecte des eaux de pluie alimente des citernes, garantissant ainsi une réserve en période sèche.

Citernes et réserves collinaires

La généralisation des citernes dans les foyers réunionnais permettrait de stocker l'eau de pluie pour tous les usages sauf la boisson et l'arrosage des jardins. Actuellement, leur installation est peu répandue.

Les retenues collinaires constituent une autre solution pour l'agriculture et l'alimentation en eau des Hauts. Ces bassins artificiels sont capables de stocker de grandes quantités d'eau. Ils limitent le ruissellement vers la mer et permettent d'assurer un approvisionnement constant, notamment en période de sécheresse.

La généralisation de la collecte d'eau de pluie ne constitue pas seulement une réponse à la diminution des ressources. Les dimensions écologique et économique sont également présentes. Une meilleure gestion des eaux tombées du ciel réduirait la pression sur les captages et les rivières, préservant ainsi les écosystèmes aquatiques. De plus, les infrastructures de stockage développeraient une autonomie en eau pour les habitants et les agriculteurs, limitant leur dépendance aux réseaux publics. Ainsi, les factures diminueront et le pouvoir d'achat augmentera.

En faire une priorité

Face aux enjeux climatiques, les pouvoirs publics doivent encourager la mise en place de systèmes de récupération d'eau de pluie via des incitations financières et des réglementations adaptées. L'intégration de citernes dans les constructions neuves et la multiplication des retenues collinaires figurent parmi les mesures prioritaires à adopter.

Dans un contexte de changement climatique et d'allongement des périodes de sécheresse, la collecte et le stockage de l'eau doivent devenir une priorité.

M.M.

Suspension brutale des nouveaux contrats Service civique : associations mobilisées

Le 31 janvier 2025, le CRAJEP et d'autres associations ont dénoncé la suspension brutale du Service Civique, mettant en péril des milliers de jeunes et d'associations. Ce gel budgétaire menace la continuité des missions et précarise les volontaires. Face à cette situation jugée « inacceptable », le CRAJEP appelle élus et citoyens à se mobiliser pour défendre ce dispositif essentiel à l'engagement des jeunes.

Le Service civique est un dispositif d'engagement volontaire destiné aux jeunes de 16 à 25 ans (et jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap). Il leur permet de réaliser une mission d'intérêt général auprès d'une association, d'une collectivité ou d'un organisme public, tout en bénéficiant d'une indemnisation. Créé en 2010, il vise à favoriser l'engagement citoyen, le développement personnel et l'insertion professionnelle des jeunes.

Le Service civique repose sur un financement assuré en grande partie par l'État. Les structures d'accueil perçoivent une aide financière destinée à indemniser les volontaires et à couvrir une partie des coûts liés à leur encadrement. L'indemnité versée aux jeunes s'élève à environ 600 euros par mois, composée d'une part financée par l'État et d'un complément pouvant être assuré par l'organisme d'accueil. Ce modèle permet à de nombreux jeunes, sans condition de diplôme, de s'engager dans des missions variées, allant de l'éducation à la solidarité, en passant par la culture et l'environnement.

Dispositif brutalement remis en question

Le 31 janvier 2025, le Comité régional des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CRAJEP) a publié un communiqué dénonçant la suspension soudaine des nouveaux contrats d'engagement en Service Civique. Selon le CRAJEP, la décision du Ministère chargé des comptes publics de bloquer toute nouvelle entrée de jeunes dès le 1er février 2025 entraîne « des conséquences dramatiques » pour des

milliers de jeunes et les associations d'accueil.

Les organisations concernées expriment une profonde inquiétude face à l'incertitude qui pèse sur la reprise du dispositif. En l'absence de financements garantis, les volontaires ayant signé leur contrat en janvier risquent de ne pas percevoir leur indemnité, et les associations se retrouvent démunies, incapables d'assurer la continuité de leurs actions d'intérêt général.

CRAJEP met en garde contre les effets néfastes de cette mesure, qui « précarise les jeunes en attente de leur engagement ou déjà en mission » et « fragilise encore davantage un secteur associatif déjà touché par des coupes budgétaires et des incertitudes financières ». La suspension du Service Civique compromet ainsi des initiatives essentielles en matière de solidarité, d'éducation, de sport et d'environnement.

Appel à la mobilisation

Face à cette situation jugée "inacceptable", le CRAJEP appelle à une mobilisation immédiate des élus et des citoyens. Il réclame notamment le paiement des jeunes ayant signé un contrat ce mois de janvier, la levée du blocage du site Elisa, et « une prise en compte réelle de la spécificité du Service Civique dans la gestion budgétaire de l'État, pour éviter que ce type de situation ne se reproduise du « Nous ne lâcherons rien. La jeunesse et les associations méritent mieux », conclut le communiqué, appelant toutes les structures et jeunes concernés à signaler l'impact de cette suspension aux autorités compétentes.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Les dirigeants africains s'engagent à faire progresser les solutions de cuisson propre

Lors du Sommet africain de l'énergie organisé les 27 et 28 janvier à Dar es Salam en Tanzanie, les pays africains ont pris des engagements pour mettre en œuvre des solutions de cuisson propre afin de compenser les effets dévastateurs de la cuisson à feu ouvert qui tue environ 600 000 femmes et enfants chaque année en Afrique. La Tanzanie mène les efforts continentaux de promotion de la cuisson propre avec comme ambassadrice la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan.

Dans leurs pactes nationaux pour l'énergie signés lors du Sommet africain de l'énergie-Mission 300, qui s'est tenu les 27 et 28 janvier derniers à Dar es Salam, en Tanzanie, douze pays africains ont fait part de leur intention d'accélérer le rythme de l'accès à l'électricité et aux solutions de cuisson propre sur le continent, qui connaît la croissance la plus rapide au monde, conformément à l'Objectif de développement durable n° 7 des Nations unies et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Le charbon de bois utilisé par un milliard d'Africains

Modérateur d'une table ronde dédiée à la cuisson propre, Rashid Abdallah, directeur exécutif de la Commission africaine de l'énergie (AFREC), a fait remarquer, que si 600 millions d'Africains vivaient sans accès à l'électricité, un milliard d'Africains, soit près du double, étaient privés d'accès à la cuisson propre et dépendaient de combustibles de biomasse tels que le bois de chauffage et le charbon de bois, causant de graves répercussions économiques, sociales et environnementales. Selon des estimations prudentes, le coût de cette situation sur l'ensemble du continent s'élève à 790 milliards de dollars par an. M. Abdallah s'exprimait aux côtés de Richard Muyungi, envoyé spécial de la présidente de la Tanzanie, ainsi que Peter Scott, PDG de Burn Manufacturing et Martin Kimani, PDG de M-Gas. Ces deux derniers ont souligné les impacts sanitaires, environnementaux et économiques importants du recours à des combustibles polluants pour la cuisson, et les approches innovantes mises au point pour faire face à cette crise.

M. Muyungi a partagé l'expérience de la Tanzanie dans le lancement d'une stratégie nationale globale de cuisson propre, soulignant l'importance d'un engagement politique de haut niveau, d'un engagement coordonné des parties prenantes et de l'intégration

de la participation du secteur privé.

Il a salué le rôle de championne mondiale que joue la présidente Suluhu Hassan en portant la question au plus haut niveau des gouvernements africains. « Il est important de l'élever au plus haut niveau... Elle est la championne de la cuisson propre », a-t-il affirmé, insistant sur ce point : « Il est important qu'il y ait un champion qui puisse porter la cause de la cuisson propre au plus haut niveau en matière de partenariats et qui puisse s'associer à d'autres pour résoudre ce problème ». M. Muyungi a ajouté que la Tanzanie était en train de réaliser une transition vers des technologies de cuisson propre pour 80 % de sa population d'ici à 2034 grâce aux efforts de la présidente Suluhu Hassan.

La question du financement

M. Scott, dont l'entreprise Burn Manufacturing est le plus grand fabricant de solutions de cuisson propre en Afrique, a évoqué la diversité des solutions déployées à travers le continent, des fourneaux à biomasse économes en combustible aux appareils de cuisson électriques de pointe, avec des modèles de financement avec paiement à l'usage. Il a souligné la disponibilité de financements pour les projets de cuisson propre, en attendant l'approbation des réglementations sur les crédits carbone par les gouvernements.

Le modèle pionnier de GPL avec paiement à la cuisson de Martin Kimani, PDG de M-Gas, a fourni une solution innovante et abordable pour permettre aux ménages de passer à la cuisson propre. Il a fait part du succès de son entreprise, qui a intégré un demi-million de ménages au Kenya et en Tanzanie en seulement trois ans, démontrant ainsi la capacité d'évolution de cette approche. « L'une des considérations les plus importantes est l'accessibilité financière. Comment combler ce fossé ? », a-t-il demandé.

M-Gas a trouvé une réponse en installant des compteurs intelligents IOT, qui sont fixés dans les bouteilles de gaz sans paiement initial. « Nous reproduisons l'environnement (paiement à l'usage) et les gens peuvent maintenant cuisiner au GPL. Avec 35 cents, ils peuvent cuisiner trois repas par jour », précisé M. Kimani.

La Tanzanie a publié, l'an dernier, sa stratégie de cuisson propre pour la période 2024-2034 en réponse à ses propres défis : 3 000 décès par an et les effets dévastateurs d'une déforestation de 400 hectares par an due à l'utilisation de charbon de bois et de bois de chauffage.

Oté

Mi vote pa pou in moune i ékri papa avèk troi p !!!!!

Mézami néna dè zour mwin la antann sa dann in radio-sé in madam téi koz é lo lanimatèr téi rigol... Dovan in kozman konmsa é la réakssion l'animatèr, mwin la komanss par réazi konmsa : mwin l'avé in kozman tou-fé é kozman-la téi di « I diskite pa avèk in kouyon, i done ali rézon ! ». Mé zot i koné, in kouyon lé danzéré é li lé riskab amenn in ta d'kouyon avèk li... kouyon osinonsa tro parèss pou ransègn azot par zot mèm.

L'èr-la mwin la réfléshi in pé par mwin-mèm épi mwin la di : pli instrui i vé pa dir pli éfikass ? Pli instrui i vé pa dir pli motivé, pli instrui i vé pa dir pli répéktyé lintéré zénéral. Kan lo madam i parl demoune i ékri papa avèk troi p pars i koné pa oussa i mète lo katriyèm, èl i vante lo degré d'linstrukssion, el i vante lo diplôme, èl i fé léloj lo pli instrui, san bien rogardé kissa i lé lo pli fidèl bann prinssip la démokrassi épi lé fifélitè pr rapor bann valèr...

Astèr lé bien sir in moune instrui i doi pa zète dépréssyé pars li néna linstrikssion pars mi koné demoune i panss si inn pèrsone lé instrui sé pars èl lété dann méyèr kondission d'famiye épi d'bien-ète pou bien étidyé. Mé mi panss sé pars bonpé i néglj lo bann zéfor fé par in moune rodinèr pou gingn son bann dilome. Mi di ossi si in moune lé kiltivé i vé pa dir ké li néna moins kapassité ké lé zote.. ; Astèr mi néglj pa non pli la volonté in moune néna pou progressé avèk toute bann rossours la sossyété i mète a son dispozission..

Alor kan i ariv lèr pou voté si lo diplôme lé pa lo méyèr kritèr d'shoi, la kapassité épi léfikassité i doi pa z'ète négljé, mé néna in kékshoz inportan sé lidéoloji. Pèrsônèlman, mi roshèrch toujour in kandida kominnss é rényoné parss la késtyon d'idéoloji sé in késtyon inportan. La plipar d'tan in kandida la droite la pa kékshoz k'i bote amwin - in kandida RN mi anparl mèm pa pars mi koné lisytoir lo mouvman lékstrème droite.

Lo shoi d'in kandida sa lé plisk'inportan é néna an zé in bonpé faktèr é sa sé in afèr i fo pa négljozé. A bon antandèr salu !

Justin